ASSEMBLÉE NATIONALE

19 juillet 2016

PROROGATION DE L'ÉTAT D'URGENCE - (N° 3978)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 69

présenté par
Mme Boyer

ARTICLE PREMIER

À l'alinéa 1, substituer aux mots :

« de six mois »,

les mots :

« d'un an ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Ce 14 juillet, notre pays a été une nouvelle fois la cible d'un terroriste.

Le terrorisme cherche à attiser nos peurs et à restreindre notre liberté.

Ne renonçons pas à ce que nous sommes, à nos valeurs, à notre identité, à notre façon de vivre.

A chaque attentat, toujours les mêmes discours solennels, les mêmes annonces, la même exigence d'unité nationale et pourtant, l'unité nationale, ça ne se décrète pas, ça se construit.

Cessons de banaliser le terrorisme, de croire que nous vivons dans un monde en paix et menons cette guerre.

Car oui, nous sommes en guerre.

En guerre contre ceux qui veulent nous empêcher de vivre.

En guerre contre des barbares qui veulent nous imposer un mode de vie qui n'est pas le nôtre.

En guerre contre des hommes qui veulent mettre à genou notre Nation.

En guerre contre des fanatiques qui veulent détruire notre civilisation.

Oui, ces terroristes veulent atteindre le cœur de la France mais la France ne doit pas plier.

On ne gagne pas la guerre contre le terrorisme avec des bougies, des marches blanches et des minutes de silence.

Bilan depuis mars 2012 : plus de 200 morts et plus de 600 blessés, en France à cause d'actes terroristes.

Dans le même temps plus de 16 attentats déjoués depuis le début de l'année 2016.

N'oublions pas non plus tous les autres attentats perpétrés dans les quatre coins du monde.

Nous devons lutter avec les forces de l'ordre, les services de santé, les moyens de la démocratie, c'est très bien. Mais il faut aller plus loin.

Contre l'idéologie morbide et assassine qui nous attaque et nous attaquera encore, il faut moins de complaisance avec les États qui la soutienne.

Interrogeons-nous également sur nos jeunes, élevés ici, dans notre société, qui en arrivent là. Faut-il continuer à tolérer le salafisme. Luttons contre le communautarisme.

Bien sûr, le risque zéro n'existe pas mais il est de notre devoir de tout tenter.

C'est pourquoi, cet amendement vise à proroger l'état d'urgence pour une durée de un an.